



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**N° 7/2022 AE**

Arrêté du **22 FEV. 2022**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 50/2017 AE du 19 juillet 2017,  
relatif à l'actualisation des conditions d'exploitation de l'élevage porcin exploité  
par la SAS DE LA VALLEE au lieudit Kerviel sur la commune de PLOVAN  
(siège social : Kerdeurnel à PLOGASTEL SAINT GERMAIN)

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1<sup>er</sup>, le Titre 1<sup>er</sup> du Livre II et le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2021-09-22-00004 du 22 septembre 2021 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 50/2027 AE du 19 juillet 2017 autorisant la SARL DE LA VALLEE à procéder à l'extension de son élevage porcin implanté au lieudit Kerviel à PLOVAN à hauteur de 6007 porcs charcutiers ;

**VU** le dossier présenté le 22 décembre 2020 par la SAS DE LA VALLEE dans le cadre d'une actualisation des conditions d'exploitation du site de Kerviel à PLOVAN en relation avec le site de Kerdeurnel à PLOGASTEL SAINT GERMAIN, le projet d'extension des effectifs autorisé en 2017 n'ayant pas abouti en l'absence d'autorisation au titre de l'urbanisme ;

**VU** le courrier de demande de complément adressé au pétitionnaire le 14 octobre 2021 ;

**VU** le complément de dossier déposé le 9 novembre 2021 ;

**VU** le rapport n° 2022/00655 en date du 28 janvier 2022 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

**VU** le projet d'arrêté transmis par mail au pétitionnaire le 21 février 2022 ;

**VU** les autres pièces du dossier ;

**CONSIDÉRANT :**

- les éléments techniques du dossier ;
- l'absence de mise en œuvre du projet d'extension à 6007 porcs de production de plus de 30 kg ;
- qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L181-3 et l'article L511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou des inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

**CONSIDÉRANT** que M. Xavier BOURVEAU, gérant de la SAS DE LA VALLEE, a fait savoir par mail du 21 février 2022, qu'il n'avait pas d'observation à présenter sur le projet d'arrêté susvisé ;

**SUR LA PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les articles 1.1, 2.1, 2.3, 17.1, 19.1 et 19.2 de l'arrêté préfectoral n° 50/2017 AE du 19 juillet 2017 susvisé sont abrogés et remplacés comme suit.

**Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SAS DE LA VALLEE dont le siège social est situé à « Kerdeurnel » sur la commune de PLOGASTEL SAINT GERMAIN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu dit « Kerviel » sur la commune de PLOVAN un élevage porcin de 3936 porcs de plus de 30 kg (porcs de production) avec 3936 places utiles.

Article 2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime(*)
3660	Élevage intensif de porcs : b - plus de 20000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3936 emplacements pour les porcs de production	A

(\*) A (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation :

La production annuelle de l'élevage est limitée à 12700 porcs charcutiers.

Article 171 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés au niveau du puits.

Le prélèvement d'eau autorisé à partir du puits est de **10200 m<sup>3</sup>**. Cette eau est exclusivement réservée à l'alimentation en eau des animaux et à l'entretien des bâtiments d'élevage ; toute mise à disposition (personnel, élaboration de produits alimentaires, location...) est interdite en l'absence d'autorisation préfectorale.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue (minimum une fois par mois, au delà de 100m<sup>3</sup>/jour un relevé hebdomadaire est demandé) et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les données étant conservées pendant 3 ans.

Les raccordements au réseau public et privé sont équipés d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

Article 191 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants précisées au dossier de la demande d'autorisation d'exploiter :

FLUX PRODUITS A TRANSFERER ET A EPANDRE				
	m <sup>3</sup>	N	P	K
<b>PRODUCTION PAR LA SAS DE LA VALLEE</b>				
Lisier brut	5101	33020	18415	20193
Effluent issu du lavage d'air	300	2106	-	-
Total produit	5401	35126	18415	20193
<b>FLUX A TRANSFERER</b>				
Lisier brut	2163	14000	7808	8562
Effluent issu du lavage d'air	300	2106	-	-
Total à transférer	2463	16106	7808	8562
<b>FLUX A EPANDRE</b>				
SCEA de Kerviel à Plovan (lisier brut)	2659	17020	9492	9457
Mr Plouhinec à Plogastel Saint GERMAIN (lisier brut)	312	2000	1115	1223

## Article 19.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. **L'exploitant dispose sur le site d'élevage de Kerviel de 4923 m<sup>3</sup> utiles de capacités de stockage.**

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage est adaptée autant que de besoin à la gestion agronomique des effluents dans le respect des prescriptions d'épandage prévues dans les arrêtés relatif aux programmes d'actions en vigueur.

Tous les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides doivent être signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les ouvrages de stockage sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité et font l'objet des mesures de vérifications périodiques.

## Article 2 : conditions générales

S'appliquent à l'installation les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation sous la rubriques 3660 (élevages de porcs de plus de 2000 porcs de production et/ou de plus de 750 truies) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié ;
- prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 , applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- prescriptions édictées par le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017).

## Article 3 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## Article 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

#### **Article 5 : exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le **22 FEV. 2022**

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Christophe MARX

#### **Copie transmise à :**

- Mairie de PLOVAN
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- SAS DE LA VALLEE - Kerdeurnel - PLOGASTEL SAINT GERMAIN